



Recension de l'ouvrage : Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme, sous la dir. de F. Lordon

Noujoud Baroudi

► To cite this version:

Noujoud Baroudi. Recension de l'ouvrage : Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme, sous la dir. de F. Lordon. 2011. <hal-00588700>

HAL Id: hal-00588700

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00588700>

Submitted on 26 Apr 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

BAROUDI Noujoud

Recension de l'ouvrage :

Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme¹

Sous la direction de Frédéric Lordon

L'ouvrage collectif « conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme », réalisé sous la direction de Frédéric Lordon², présente la dynamique des rapports sociaux (le rapport de propriété, le rapport marchand-monnaire, le rapport salarial) du capitalisme en pensant les rapports de pouvoirs qui agissent sur cette dernière. Pour lui, ces rapports sociaux fondamentaux du capitalisme ne sont pas bien déterminés : « c'est l'histoire qui se charge de leur donner leur complément de détermination et de les actualiser en leur donnant telle ou telle forme particulière » (p. 11) ; il essaye ainsi, à travers cet ouvrage, de les actualiser en leur attribuant une certaine forme institutionnelle particulière.

Cet ouvrage, situé dans la pensée régulationniste, nous permet de comprendre comment fonctionnent les institutions du capitalisme qui ne peuvent pas être purement économiques comme le signale Frédéric Lordon : « Ni purement économiques, ni optimales, les institutions du capitalisme portent la marque de leurs genèses historiques réelles, et c'est la marque du multiple » (p. 11). Il démontre ainsi, à travers la contribution de plusieurs auteurs à cet ouvrage, que le droit, par exemple, pourra faire partie des institutions du capitalisme et que l'Etat pourra avoir des effets sur l'économie. De ce fait, l'enjeu de cet ouvrage est de prouver que le politique est intrinsèque aux rapports sociaux du capitalisme et ceci à travers la présence des conflits et des rapports de pouvoirs dans les institutions. Ce livre vient donc s'opposer à la nouvelle économie politique (*New Political Economy*) qui considère que la politique n'est qu'un élément secondaire dans l'économie.

Dans le but d'éclairer les mécanismes qui dirigent les institutions, cet ouvrage contribue à l'élaboration d'une approche du politique qui admet la présence de différentes formes de conflits. En effet, Chaque auteur, participant à l'élaboration de cet ouvrage, va éclairer différentes formes de conflits et de pouvoirs présentement dans les rapports sociaux actuels du capitalisme.

Dans son étude sur la méso-économie politique et son analyse institutionnelle, cet ouvrage prend en compte la variété disciplinaire c'est-à-dire il étudie les autres sciences sociales (la philosophie, la sociologie, la politologie, l'histoire et le droit) qui peuvent être utilisées par la science économique selon ses propres besoins. Une autre variété géographique découle aussi des contributions qui présentent différents cas à travers le monde : le cas américain, iranien, argentin et russe. Sans toutefois oublier la variété institutionnelle à travers l'observation des conflits et pouvoirs dans la finance, la monnaie, le rapport salarial, etc. Frédéric Lordon nous

¹ Lordon Frédéric (Dir.), *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 339 p.

² Directeur de recherche au CNRS et chercheur au Bureau d'économie théorique et appliquée (Strasbourg)

amènent, à travers tous ces variétés, à comprendre que la sphère politique occupe, de façon dense, les institutions du capitalisme.

Notre ouvrage est composé de 7 chapitres qui visent à présenter des approches variées des institutions économiques. Chaque chapitre forme une illustration très concrète de ce que chaque auteur voudrait montrer : ils se rejoignent sur l'idée que, comme l'annonce Frédéric Lordon, « l'économie est ontologiquement agonistique, qu'elle est politique au sens du politique comme accommodation des conflits, comme ayant immédiatement à voir avec les luttes de puissance » (p. 326)

Le premier chapitre, intitulé « métaphysiques des luttes », présente la contribution de Frédéric Lordon. Ce dernier définit la métaphysique en disant que « derrière toute théorie en science sociale se tient une vision fondamentale du monde social, une idée très générale des rapports de l'homme et de la société, ou bien de la nature des rapports principaux des hommes entre eux, en tout cas une « donnée » de départ qui va se révéler informer et orienter tous les énoncés ultérieurs » (p. 25) et c'est cette vision qu'il appelle une métaphysique. Par là, il s'appuie sur l'idée que les *résonances politiques* d'une métaphysique sont promptement perceptibles et celle-ci est formulée par la théorie de la régulation qui déclare qu'« il y a de la métaphysique sociale, et par là de la politique, derrière les théories économiques » (p. 25). Cette contribution explicite le fait qu'il existe visiblement une métaphysique de luttes derrière la régulation du système économique.

Dans un deuxième chapitre « monnaie, séparation marchande et rapport salarial », André Orléan, directeur de recherche au CNRS et directeur d'études à l'EHESS, s'appuie sur une conception théorique issue du marxisme : il distingue entre rapport marchand et rapport salarial, entre production marchande et production capitaliste. Pour lui, « la monnaie est l'institution économique primordiale, condition d'existence et de développement des rapports marchands » (p. 83). Par ailleurs, il refuse l'idée selon laquelle les déterminations monétaires auraient une certaine supériorité sur les déterminations politiques ou salariales. Donc il a essayé de rectifier cette idée à travers les analyses des relations entre monnaie et Etat et celles entre monnaie et salariat qu'il a présenté dans sa contribution. André Orléan insiste que le capitalisme ne pourra pas être pensé comme étant une *extension de l'ordre monétaire* car pour lui, chaque ordre de phénomènes, qu'il soit monétaire, politique ou capitaliste possède sa propre logique : aucun n'emporte les autres mais chacun doit composer avec les autres. Contrairement à tout ce que disaient les autres théories sur la monnaie, Orléan place le rapport monétaire au centre de sa construction d'une théorie de l'économie marchande.

Le troisième chapitre convient à la contribution de l'économiste argentin Alexandre Roig. Ce chapitre est intitulé « la création d'une monnaie éternelle » et étudie un cas précis qui est celui de la genèse de la convertibilité en Argentine. Cet auteur nous présente l'expérience de l'Argentine du 17 mars 1991 qui a rendu la monnaie *éternelle* comme il le décrit, et cela grâce à la décision de lancer une nouvelle stratégie monétaire : lancer la convertibilité de la monnaie en dollar. Avant cette date, la monnaie était, selon l'auteur, *malade*, c.à.d. qu'elle souffre d'une « carence de confiance ». Dans cette contribution, l'auteur est intéressé par le procès historique de la création monétaire. Son but est de nous permettre de comprendre les *années*

de conflits d'intérêts politiques, économiques et discursifs qui ont précédé la décision de convertir la monnaie en dollar. Pour lui, la souveraineté de la monnaie provient du fait qu'elle est séparée du monde de l'action humaine et que sa convertibilité fonctionne d'une façon indépendante de l'action politique. Et c'est cette autonomie de la règle monétaire par rapport au politique qui implique sa mort. Il conclut ainsi sa contribution en disant que la convertibilité de la monnaie ne rend jamais cette dernière *éternelle* et qu'aucune société n'a pu connaître ce qu'il appelait la « monnaie pour toujours ».

Dans le quatrième chapitre, « le troc, une forme monétaire alternative en Russie (1991-2001), Pepita Ould-Ahmed, économiste chargée de recherche à l'IRD, s'est intéressée au cas de la Russie pour décrire la nature de la monnaie. Elle a choisi de travailler sur le troc comme étant une transaction monétaire particulière durant une durée bien précise, dès son développement en 1991 et jusqu'à sa stabilisation en 2001. Notre auteur a essayé, à travers ses données (parts des arriérés de paiement en % du PIB, poids relatifs des différentes banques dans l'actif bancaire total, ...) de faire la différence entre deux notions : la transaction monétaire et la transaction avec monnaie. Elle a présenté les différentes réformes mise en place par le gouvernement dans le système bancaire. Ces réformes ont pu reconstruire la confiance des agents dans les institutions monétaires officielles. De ce fait, notre auteur a déduit que « le troc en Russie ne résulte pas d'une crise de confiance des agents économiques *dans la monnaie* mais d'une crise de confiance *dans les institutions monétaires officielles* » (p. 165). C'est pour cette raison que le troc, durant les années 1990, s'est présenté comme une *alternative* qui permet de poursuivre l'activité économique selon l'auteur. Pour elle, il est intéressant d'étudier des configurations monétaires relativement stable, mais il sera aussi plus intéressant de voir d'autres régimes monétaire instables ou en crise. Pour elle, « c'est dans de telles configurations en transition [...] où les autorités monétaires centrales parviennent tant bien que mal à contrôler ces situations et à conserver le pouvoir sur la règle monétaire [...] que les enjeux sociaux et politiques ainsi que les luttes de pouvoir qui se jouent autour de la monnaie se laissent le mieux voir » (p. 166).

La contribution de Ramine Motamed-Néjad, est intitulée « Economie politique de l'ordre monétaire en Iran (1979-2005) ». Dans ce cinquième chapitre, l'auteur s'est intéressé, d'une part, à la dimension politique de la monnaie, au rapport des détenteurs des pouvoirs à la monnaie et au rôle central qu'ils jouent dans leurs pratiques monétaires. D'autre part, il a expliqué comment l'ordre monétaire exprime les conflits politiques. Il a choisi d'étudier le cas de l'Iran durant deux périodes précises. La première est celle de 1979 jusqu'au 1988 dans laquelle il a présenté les métamorphoses du pouvoir politique à la formation d'un nouvel ordre monétaire en Iran postrévolutionnaire. La deuxième période s'étale entre 1989 et 2005 dans laquelle il a choisi de se concentrer sur trois points essentiels : les transformations internes au pouvoir politique, la remontée de la logique de la capture au sein des institutions publiques et enfin la stratification du corps social devant la monnaie. Proche de ce que faisait Pepita Ould-Ahmed dans sa contribution, l'analyse de la monnaie présentée par Ramine Motamed-Néjad émane aussi du système politique. De plus, il a exprimé l'hégémonie du pouvoir religieux sur l'ordre monétaire ou en d'autres termes, comment le clergé iranien lui-même, par ses exigences politiques, détermine ce qui se fait monétairement.

Le sixième chapitre, « le trust, fondement juridique du capitalisme patrimonial », Sabine Montagne s'est intéressée au droit dans l'analyse économique institutionnelle et plus particulièrement sur l'effet des règles juridiques sur les comportements économiques. Donc cette contribution s'intéresse au fait d'utiliser d'autres sciences sociales, le droit dans ce cas, dans l'analyse économique institutionnelle. L'analyse de Montagne consiste à adopter les changements de la forme juridique utilisée dans la gestion l'épargne financière des salariés ou ce qu'elle appelle *le trust*. Elle définit ce dernier comme étant un « outil traditionnel du droit anglo-américain pour déposséder un bénéficiaire placé sous curatelle » (p. 221). Montagne s'appuie sur une thématique régulationniste classique pour montrer l'articulation entre rapport salarial et finance et elle étudie aussi la dimension juridique de cette dernière. Elle nous a montré comment le droit « a canalisé l'évolution du rapport entre salariat et finance à l'intérieur du principe archaïque de la tutelle, qui constitue le véritable logique de l'institution « trust » » (p. 248). Sa contribution nous permet donc de saisir les institutions du capitalisme en prenant en compte le droit et les règles de droit comme des outils essentiels dans les rapports sociaux qu'ils soient de production ou de répartition.

La dernière contribution est celle de Neil Fligstein et Taek-Jin Shin. Elle porte le titre suivant : « valeur actionnariale et transformations des industries américaines (1984-2000) ». Ces deux auteurs ont mis l'accent sur le changement qu'ont subi les firmes dans les vingt dernières années et notamment celui de la maximisation de la valeur actionnariale des entreprises américaines. Ils partent de l'idée que les managers ont accordé moins d'importance aux « parties prenantes » (salariés et communautés) de l'entreprise au profit des actionnaires. Par ailleurs, la profitabilité de cette méthode, celle de *l'accroissement du retour sur actif*, n'est pas assuré. Le fait de réduire la valeur ou l'importance « des parties prenantes » crée des tensions entre les structures de l'entreprise (la finance et le rapport salarial). Les auteurs ont choisi de commencer leur contribution par la présentation de la crise de profitabilité qui a eu lieu dans les années 1970. Ils ont ensuite illustré la formation de valeur actionnariale tout en critiquant les pratiques des managers et tout en essayant de trouver des solutions efficaces. En se référant aux données sectorielles construites à partir de documents originaux ou disponibles auprès de sources gouvernementales, nos auteurs ont pu élaborer cinq hypothèses. Celles-ci tenaient en compte les effets de la valeur actionnariale, de l'investissement informatique et de la croissance sectorielle sur les résultats de l'entreprise. En effets, ils ont pu valider quatre hypothèses : la première énonce que les industries profitables sont celles qui ont subi des réorganisations. La deuxième énonce que les entreprises doivent procéder à des licenciements là où existent des fusions. La troisième et la quatrième hypothèse énoncent que les technologies informatiques ont des effets dans le recul des effectifs à haut coût salarial. La cinquième hypothèse n'a pas été validée : les fusions et les licenciements n'ont pas accru la profitabilité mais les technologies informatiques ont pu accroître les profits au niveau sectoriel.

D'après la validation de leurs hypothèses, ils ont pu conclure que « les procédés de la création de valeur ont fonctionné » (p. 293)

La conclusion de cet ouvrage nous résume la définition d'une économie politique hétérodoxe tout en présentant ses trois positions : *une ontologie conflictuelle de l'être social, une méthodologie de l'unidisciplinarié et une théorie des agonismes économiques.*

Toutes les contributions de cet ouvrage étaient très importantes dans la compréhension des formes de conflits et de pouvoirs dans les rapports sociaux du capitalisme à travers une triple diversité : institutionnelle, géographique et disciplinaire.